

marquées qui se perpétuent, mais elles ne semblent guère préoccuper le gouvernement.

Ces dernières années, la production par travailleur agricole a augmenté de 100 p. 100, en comparaison de 50 p. 100 pour les travailleurs industriels. Le consommateur a été le principal bénéficiaire de ces améliorations. Les Canadiens dépensent aujourd'hui moins d'argent pour leur alimentation que jamais auparavant—environ 19 p. 100 du budget familial, contre 28 p. 100 en France, 24 p. 100 au Royaume-Uni et 37 p. 100 en Italie. En fait, nous dépensons moins pour notre alimentation que les gens de tout autre pays, exception faite des États-Unis.

Il y a deux questions que j'aimerais poser aux Canadiens des autres secteurs de la société. Premièrement, que feriez-vous si vous aviez consacré le même nombre d'heures de travail à votre emploi ou les mêmes efforts à votre entreprise, mais que vos ventes ou votre production ait baissé de 50 p. 100 cette année-là? Deuxièmement, quelle serait votre réaction si votre salaire ou le prix de vos produits diminuaient de moitié par rapport à l'année précédente? C'est ce qui arrive à des groupes importants de cultivateurs et c'est très fréquent dans l'industrie agricole.

Quelques-unes des principales causes de ces problèmes résident dans la faiblesse des stimulants à la production, dans l'insuffisance de la protection tarifaire, des facilités et des subventions pour stimuler les exportations, ainsi que dans le niveau élevé des prix de soutien versés aux producteurs dans les pays où nous vendons traditionnellement nos produits. Par exemple, la France verse pour l'orge destinée à l'exportation, \$1.23 le boisseau de plus que ne reçoit l'agriculteur canadien pour son orge. Les dépenses moyennes en subventions versées à l'agriculture au Canada se sont élevées à \$350 par personne en 1968, comparativement à \$1,287 aux États-Unis, \$1,059 au Royaume-Uni et \$1,502 en Suisse. Je cite ces exemples, étant donné l'incompréhension grandissante entre les agriculteurs et les autres secteurs de l'économie au sujet de la raison et de la nécessité de l'aide à l'agriculture au Canada.

Ce n'est que grâce à une politique alimentaire et agricole recherchant l'expansion et ouverte sur l'extérieur que le secteur agricole pourra continuer d'apporter sa contribution à l'économie en général. Il faut que le budget actuel nous fournisse un programme énergétique et positif de stimulants pour nos entreprises et nos industries, grandes ou petites, un programme dont les principes directeurs nous assureront que les fonds publics engagés à l'amélioration de l'emploi contribueront effectivement à créer un plus grand nombre d'emplois. Trop souvent, par le passé, cet argent n'a servi qu'à la modernisation, à l'automatisation et aux déplacements d'usines qui ont entraîné la perte d'emplois.

Le budget ne dit mot de l'abaissement de l'âge où les citoyens âgés reçoivent leurs pensions. Je suis d'avis que l'on aurait dû envisager sérieusement d'adopter une telle mesure. Il est très regrettable que le gouvernement ait refusé de faire disparaître la taxe de vente sur les matériaux de construction. La suppression de cette taxe encouragerait la construction et pour parler en termes humains, je rappellerai au ministre des Finances (M. Turner) que la construction contribue à créer des emplois. Un regard sur le taux actuel de chômage au pays révèle que la création d'emplois demeure en tête de la liste des priorités, du moins de ce côté-ci de la Chambre.

• (2130)

Il y a nombre d'autres questions d'intérêt dont je voudrais parler longuement ce soir, mais je ne pourrai le faire

Le budget—M. La Salle

en raison du délai restreint qui m'est alloué. Par conséquent, monsieur l'Orateur, j'ai fait cette intervention avec un souci réel de sincérité, et je continuerai de le faire à l'avenir aussi longtemps que j'aurai la chance et l'honneur de représenter, à la Chambre des communes, les bons gens de la circonscription d'Elgin.

[Français]

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je profiterai de l'occasion pour faire quelques observations sur le budget.

Il est assez intéressant d'écouter une série de discours sur un budget qui, aux yeux de certains, semble être la solution à tous nos problèmes, et, aux yeux d'autres, semble être le pire budget jamais présenté et qui n'aura aucun effet valable.

Je voudrais en toute objectivité, comme je tente de toujours le faire, exprimer des opinions très honnêtes au sujet de ce budget. Il n'est sûrement pas aussi beau et aussi bon que certains députés voudraient tenter de nous le faire croire, mais il n'est tout de même pas aussi mauvais que d'autres députés, compte tenu de leurs opinions, ont tenté de nous le faire croire.

Bien sûr, les faits saillants et les objectifs de ce budget sont de réduire le chômage, de stimuler une croissance plus rapide, de réduire les pressions inflationnistes, de neutraliser les effets de l'inflation passée, d'accroître les revenus réels, d'assurer aux Canadiens âgés une part plus juste de la prospérité du pays et, enfin, de contribuer à une expansion économique mieux équilibrée dans toutes les régions du Canada.

Dans quelle mesure pourrions-nous réaliser, grâce à ce budget, tous ces objectifs? Je ne serai pas aussi optimiste que le ministre des Finances (M. Turner) qui, à cause de toutes ces mesures, croit à la création de 300,000 emplois. Je souhaite de toute façon que ceux qui ont cru pouvoir créer 300,000 emplois ne sont pas les mêmes qui avaient imaginé les 100,000 emplois promis par le gouvernement du Québec, il y a quelques années, ainsi que les 100,000 autres emplois qu'on nous avait assurés en fonction de l'établissement d'un aéroport à Sainte-Scholastique. Nous savons parfaitement bien comment l'erreur a été grande au sujet de ces pronostics, et j'espère que les évaluateurs qui ont préparé les prévisions budgétaires ne sont pas les mêmes.

Dans l'ensemble, le budget n'est pas aussi mauvais que certains voudraient le faire croire. Il est vraiment le fruit d'un gouvernement minoritaire. Ce n'est pas nouveau, car j'ai répété à plusieurs occasions qu'un gouvernement minoritaire pourrait réaliser en six mois ce qu'un gouvernement majoritaire n'a pas réussi ou ne pourrait réussir en quatre ans. Nous constatons que le gouvernement s'acharne à faire plus et mieux, étant donné son obligation d'agir. A mon avis, l'opposition doit s'unir pour que le gouvernement soit obligé de répondre aux aspirations et aux besoins de la population.

Le budget à l'étude est beaucoup plus valable que ceux des années passées, et, en toute objectivité, je dois dire que je l'appuierai, tout imparfait qu'il est, comme d'ailleurs presque toutes les autres mesures. Il reste quand même que ce budget, dans son ensemble, a une certaine valeur, et qu'il vaut mieux, à mon sens, l'appuyer que de le rejeter.

Je pourrais faire état de certains engagements de ce budget à l'égard de l'exemption de base des contribuables, qui s'échelonnent de \$1,500 à \$1,600, de même que de l'exemption, pour un couple marié, de \$2,850 à \$3,000. De